

مخرجات مجلس الوزراء

Decisions of the Council of Ministers



5 avril 2026

Mines, mécanisation agricole et station de déminéralisation : les instructions du président Tebboune

Par: Rédaction AE



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé ce dimanche 5 avril une réunion du Conseil des ministres, au cours de laquelle il a donné plusieurs instructions relatives au secteur des mines, à la mécanisation agricole et la réalisation d'une station de dessalement de l'eau à In Salah. Concernant le secteur minier, le président Tebboune a insisté *« sur la nécessité que la prochaine étape soit à la hauteur de l'ambition de l'Algérie, qui s'inscrit dans une logique de puissance économique sûre et de diversification comme socle d'un Etat véritablement émergent, s'appuyant sur des chiffres crédibles sur le terrain »*, lit-on dans le communiqué publié à l'issue de la réunion. À cet effet, il a ordonné *« la présentation en Conseil des ministres, dans les plus brefs délais, du plan d'exploration dans ce secteur, lequel doit définir avec précision et en détail les filières minières prioritaires pour la prochaine étape, tout en établissant rigoureusement les échéances d'exploitation et de production. »*

Il a insisté *« sur le fait que, dorénavant, seule une cadence soutenue dans l'exécution des orientations données et des plans d'action convenus sera acceptée pour l'ensemble des filières minières retenues, comme choix incontournable visant à garantir une stabilité en matière de développement. »*

Le chef de l'Etat a également ordonné que *« de s'appuyer entièrement, dans les explorations minières dans ce secteur stratégique, sur la technologie, ainsi que sur les ressources humaines locales et les compétences algériennes à l'étranger ou à travers des partenariats avec les pays amis et alliés. »*

Mécanisation agricole

Concernant la mécanisation agricole, le président Tebboune a enjoint au ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche *« d'assurer, dans les plus brefs délais, une préparation optimale, en prévision de la campagne de moisson qui s'annonce qualitative, au regard des conditions climatiques favorables à des résultats positifs. »*

Réaffirmant *« la nécessité de garantir la mécanisation nécessaire aux agriculteurs, au niveau national »*, il a demandé d'*« accorder la priorité en matière de mécanisation sur la base de critères scientifiques et professionnels, en tenant compte de la superficie cultivée et des quantités de production. »*

Il a également recommandé d'*« adopter les quantités de production comme indicateur clé pour la création des coopératives de wilaya et régionales en matière de mécanisation et de matériel agricole, loin de toute forme de bureaucratie administrative. »*



avril 5, 2026

Agriculture : Tebboune insiste pour une mécanisation complète

Par Oussama Khitouche



Lors de la réunion du Conseil des ministres tenue ce dimanche, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a donné des instructions précises concernant la mécanisation du secteur agricole.

Il a ordonné au ministre de l'Agriculture d'assurer une préparation complète et imminente pour la saison des récoltes, qui s'annonce qualitative grâce aux conditions climatiques favorables permettant d'obtenir des résultats positifs.

Vers la création de coopératives régionales

Le président Tebboune a également souligné la nécessité de mettre à disposition des agriculteurs la mécanisation requise à l'échelle nationale, en insistant sur l'importance d'adopter des critères scientifiques et professionnels pour prioriser les opérations, en tenant compte de la superficie cultivée et des quantités de production. Selon lui, les volumes de production doivent servir d'indicateur principal pour la création de coopératives régionales et provinciales dédiées à la mécanisation et à l'équipement agricole, tout en veillant à éliminer les obstacles liés à la bureaucratie administrative.

نشاط الوزير

Minister's activity

MÉCANISATION À GRANDE ÉCHELLE VERS UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE ET DURABLE

■ MOHAMED MENDACI

Dans une dynamique résolument tournée vers la modernisation et la souveraineté alimentaire, le secteur agricole continue de se développer. Depuis la wilaya de Sidi Bel Abbès, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a présidé la signature d'une convention stratégique, scellant un partenariat ambitieux entre l'entreprise de commercialisation de matériel agricole (PMAT) et AGRODRIVE, filiale du groupe AGRODIV. Ce contrat, portant sur l'acquisition de 331 moissonneuses-batteuses et de 1 800 tracteurs, marque un tournant pour le parc national de machinisme agricole. Cette opération d'envergure n'est pas un simple acte d'achat. Elle constitue la traduction concrète des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a placé l'agriculture au cœur de ses priorités stratégiques pour les prochaines années. Pour le chef de l'État, le développement agricole est le pilier indispensable de la résilience économique du pays. En investissant massivement dans la mécanisation, l'Algérie ne cherche pas seulement à augmenter les rendements à l'hectare, mais ambitionne de transformer structurellement ses méthodes de production pour passer d'une agriculture traditionnelle à une industrie agricole moderne, productive et durable. Le déploiement de ces nouveaux équipements répond à des objectifs précis : étendre les surfaces cultivées, optimiser le temps de travail et, surtout, réduire drastiquement les pertes de récoltes, souvent dues à la vétusté ou au manque de moyens techniques. En soutenant directement les agriculteurs par ce renforcement capacitaire, l'État leur donne les moyens et les outils nécessaires pour sécuriser la production nationale, réduire la dépendance aux importations et garantir la



disponibilité des produits stratégiques pour les citoyens. Au-delà de la mécanisation, cet investissement s'inscrit dans une vision plus large de l'économie politique nationale. Le président de la République insiste régulièrement sur l'impératif de développer l'industrie locale. En encourageant des entités comme AGRODIV à renforcer leurs capacités, l'Algérie affiche une volonté claire à savoir substituer les importations par une production locale compétitive, capable non seulement de répondre aux besoins du marché intérieur, mais aussi de se projeter, à moyen terme, vers l'exportation. Cette montée en gamme des entreprises publiques est le moteur d'une industrialisation intégrée au service du développement rural. Cependant, le ministre de l'Agriculture a rappelé une vérité fondamentale : la technologie est vaine sans la maîtrise humaine. En marge de cette cérémonie, il a inauguré la première session de formation spécialisée dédiée aux bonnes pratiques de conduite et de maintenance des

moissonneuses-batteuses. Ce programme, qui prépare déjà activement la campagne de moisson-battage 2025-2026, vise à former des cadres et des ouvriers qualifiés. Le ministre a souligné que la réussite de la mécanisation repose sur le triptyque : équipement performant, maintenance rigoureuse et expertise humaine. En formant une main-d'œuvre algérienne hautement qualifiée capable de gérer, d'assurer la maintenance et d'optimiser l'exploitation de ces machines, le gouvernement s'assure que cet investissement public soit pérenne et générateur de valeur ajoutée. L'agriculture algérienne est ainsi engagée dans une mutation profonde, portée par une volonté politique forte et une stratégie industrielle cohérente. À travers cette initiative à Sidi Bel Abbès, le pays prouve que sa marche vers l'autosuffisance alimentaire est désormais jalonnée par la technologie, la science, la technicité et une confiance renouvelée dans les capacités nationales.

M. M.

SAMPO-AGRODRIVE

Un accord de partenariat en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé, à Sidi Bel-Abbes, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre l'entreprise de production de matériel de récolte " SAMPO " et " Agrodrive ", filiale du groupe public des industries agroalimentaires " Agrodiv ", en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement.



Dans une déclaration à la presse en marge de cette cérémonie, le ministre, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a indiqué que cet accord permettra à " Agrodrive " d'acquiescer du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise " SAMPO ". Il a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe " Agrodiv ".

Le ministre a également souligné que cette nouvelle filiale, baptisée " Agrodrive ", a été récem-

ment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours. Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs pôles au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole. Dans ce cadre, il a indiqué que 560 moissonneuses et 1.800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera renforcé ultérieurement. Il a estimé que la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 sera " sans aucun doute réussie ", au vu des importantes précipitations enregistrées, ainsi que des quantités de semences et d'engrais distribuées aux agriculteurs, accompagnées d'un suivi technique. Il a ajouté que cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise

à disposition de moissonneuses et de centres de stockage des céréales, contribuant ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, lors de cette visite, le ministre a inspecté le Centre algéro-italien d'innovation agricole, appelant à la modernisation de cette infrastructure qu'il a qualifiée " d'acquis important " pour la wilaya. Ce centre constitue un projet stratégique dédié à la formation et à la recherche, visant à soutenir les projets innovants et le transfert de technologies dans les domaines agricole et agroalimentaire, ainsi qu'à développer les partenariats entre l'Algérie et l'Italie, selon les explications fournies. Le ministre a également visité l'Entreprise nationale de production de matériel de récolte " SAMPO ", spécialisée dans la fabrication de moissonneuses équipées des technologies

les plus récentes, capables de récolter une superficie de 3,5 hectares par heure. Il a salué les efforts importants déployés par cette entreprise publique pour la fabrication et le développement local des machines de récolte, contribuant ainsi à la promotion du secteur agricole. M. Yacine El Mahdi Oualid a aussi inspecté l'entreprise de production de matériel agricole " Famag-Sonalika " (secteur privé), spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, avec une capacité de production de 5.000 unités par an.

Enfin, le ministre a présidé, à l'issue de sa visite à Sidi Bel-Abbes, une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya, au cours de laquelle il a suivi une présentation sur les réalisations accomplies dans les périmètres agricoles de la région.

UN ACCORD DE PARTENARIAT SIGNÉ AVEC SAMPO

Agrodrive opte pour le matériel agricole local

AGRODRIVE, filiale du groupe public des industries agroalimentaires Agrodiv, désormais chargée de la mécanisation agricole, va s'équiper en matériel agricole local, à la faveur de la signature d'un accord de partenariat entre l'entreprise de production de matériel de récolte SAMPO. En visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mehdi Oualid, a présidé, avant-hier, la cérémonie de signature de cet accord de partenariat entre les deux parties, visant l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement. Le ministre a indiqué que cet accord permettra à Agrodrive d'acquiescer du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise SAMPO, précisant que cette opération s'inscrit dans le cadre de

la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au Groupe Agrodiv. Le ministre a également souligné que cette nouvelle filiale, baptisée Agrodrive, a été récemment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours. Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs pôles au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole. Dans ce cadre, El-Mehdi Oualid a indiqué que 560 moissonneuses et 1 800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera renforcé ultérieurement. Il a estimé que la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025/2026 sera «sans aucun doute réussie», au vu des importantes précipitations enregistrées, ainsi

que des quantités de semences et d'engrais distribuées aux agriculteurs, accompagnées d'un suivi technique. Il a ajouté que cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise à disposition de moissonneuses et de centres de stockage des céréales, contribuant ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire. Lors de cette visite, le ministre a eu à visiter plusieurs centres et entreprises relevant de son secteur. Il a en effet inspecté le Centre algéro-italien d'innovation agricole, appelant à la modernisation de cette infrastructure qu'il a qualifiée d'acquis important pour la wilaya. Ce centre constitue un projet stratégique dédié à la formation et à la recherche, visant à soutenir les projets innovants et le transfert de technologies dans les domaines agricole et agroalimentaire, ainsi

qu'à développer les partenariats entre l'Algérie et l'Italie, selon les explications fournies. Le ministre a également visité l'Entreprise nationale de production de matériel de récolte SAMPO, spécialisée dans la fabrication de moissonneuses équipées des technologies les plus récentes, capables de récolter une superficie de 3,5 hectares par heure. Il a salué les efforts importants déployés par cette entreprise publique pour la fabrication et le développement local des machines de récolte, contribuant ainsi à la promotion du secteur agricole. Yacine El-Mehdi Oualid a aussi inspecté l'entreprise privé de production de matériel agricole Famag-Sonalika, spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, avec une capacité de production de 5 000 unités par an.

Hamid B.

MÉCANISATION AGRICOLE

Un accord pour l'acquisition de matériel de récolte local

Un accord de partenariat a été signé entre l'entreprise de production de matériel de récolte «Sampo» et «Agrodrive», filiale du groupe public des industries agroalimentaires «

Agrodiv», en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué localement. présidé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, en marge de la cérémonie

de signature dudit accord, le ministre a indiqué que le document « permettra à «Agrodrive» d'acquérir du matériel agricole local, notamment des moissonneuses produites par l'entreprise «Sampo». Il a précisé que « cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe «Agrodiv». Le ministre a également souligné que « cette nouvelle filiale, baptisée «Agrodrive», a été récemment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours ». Il a ajouté qu'« elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs pôles au niveau des wilayas, mis en place dans les régions à forte vocation agricole ».

Dans ce cadre, il a indiqué que, « 560 moissonneuses et 1.800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase », précisant que « ce parc sera renforcé ultérieurement ». Il a estimé que « la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 sera « sans aucun doute réussie », au vu des importantes précipitations enregistrées, ainsi que des quantités de semences et d'engrais distribuées aux agriculteurs, accompagnées d'un suivi technique ». Il a ajouté que « cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise à disposition de moissonneuses et de centres de stockage des céréales, contribuant ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire », a-t-il conclu.

L. Zeggane

UN NOUVEAU MATÉRIEL AGRICOLE ARRIVE

560 MOISSONNEUSES et 1 800 tracteurs agricoles sont prévus pour cette saison.

■ KRIMOU AMARNI

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a présidé, samedi à Sidi Bel Abbès, la cérémonie de signature d'un accord de partenariat entre l'entreprise de production de matériel de récolte Sampo et Agrodrive, filiale du groupe public des industries agroalimentaires Agrodiv, en vue de l'acquisition de matériel agricole fabriqué en Algérie. En marge de cette cérémonie, le ministre, en visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a indiqué que cet accord permettra à

Agrodrive d'acquérir du matériel agricole local, notamment des moissonneuses-batteuses produites par l'entreprise nationale Sampo. Il a précisé que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à confier la mécanisation agricole au groupe Agrodiv.

Le ministre a souligné que cette nouvelle filiale, baptisée Agrodrive, a été récemment créée pour superviser la campagne de moisson-battage de l'année en cours. Il a ajouté qu'elle comprend six pôles régionaux, ainsi que plusieurs entités au niveau des wilayas, mises en place dans les régions à forte vocation agricole. Dans ce cadre, il a indiqué que 560 moissonneuses et 1 800 tracteurs agricoles ont été mobilisés dans une première phase, précisant que ce parc sera

renforcé ultérieurement. Oualid a estimé que la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 sera « sans aucun doute réussie », au vu des importantes précipitations généreuses enregistrées ainsi que des quantités de semences et d'engrais distribuées aux agriculteurs, accompagnées d'un suivi technique. Il a ajouté que cette campagne sera menée de manière scientifique, précise, technique et numérique, grâce à la mise à disposition de moissonneuses-batteuses et de centres de stockage des céréales, contribuant ainsi à l'atteinte de la sécurité alimentaire.

Par ailleurs, lors de cette visite, le ministre a inspecté le Centre algéro-italien d'innovation agricole, appelant à la modernisation de cette infrastructure qu'il a qualifiée d'« acquis important » pour la wilaya. Ce centre constitue un projet stratégique dédié à la formation et à la recherche visant à soutenir les projets innovants et le transfert de technologies dans les domaines agricole et agroalimentaire, ainsi qu'à développer les partenariats entre l'Algérie et l'Italie, selon les explications fournies.

Le ministre a également visité l'Entreprise nationale de production de matériel de récolte Sampo, spécialisée dans la fabrication de moissonneuses-batteuses équipées de technologies les plus récentes, capables de récolter une superficie de 3,5 hectares par heure.

Il a salué les efforts importants fournis par cette entreprise publique pour la



Une mécanisation poussée.

fabrication et le développement local des machines de récolte, contribuant ainsi à la promotion du secteur agricole.

Yacine El Mahdi Oualid a aussi inspecté l'entreprise privée de production de matériel agricole Famag-Sonalika spécialisée dans le montage de tracteurs agricoles, avec une capacité de

production de 5 000 unités par an. À l'issue de sa visite, le ministre a également dirigé une rencontre avec les agriculteurs de la wilaya, au cours de laquelle il a écouté une présentation des réalisations dans les périmètres agricoles de la région.

K.A.

الفلاحة

Agriculture

APRÈS LES DERNIÈRES PRÉCIPITATIONS

Prévision d'une production agricole en hausse

La campagne agricole en cours connaît une nette amélioration grâce aux pluies qui ont arrosé la quasi-totalité du territoire national, ce qui laisse présager une production satisfaisante, a indiqué hier le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, Ibrahim Djeribia. Il a toutefois souligné que cette situation ne doit pas faire oublier la nécessité de réduire la dépendance aux aléas climatiques, en accélérant la transition vers une agriculture plus moderne et plus résiliente.

L'Algérie fait face à des défis majeurs liés aux changements climatiques et aux mutations géopolitiques mondiales, a affirmé M. Djeribia, mettant toutefois en avant les efforts de l'État, qui a engagé des stratégies ambitieuses pour développer le secteur agricole et atteindre une sécurité alimentaire durable.

Dans ce contexte, il a indiqué que l'agriculture constitue désormais un pilier de l'économie nationale, contribuant à hauteur d'environ 15 % au produit intérieur brut (PIB). Un niveau qui, selon lui, traduit l'importance croissante de ce secteur, notamment dans un contexte de réduction de la dépendance aux importations.

Le même responsable a précisé que l'Algérie couvre aujourd'hui près de 80 % des besoins nationaux en produits agricoles, après une longue période de forte dépendance extérieure. Des défis persistent néanmoins dans certaines filières stratégiques, telles que les céréales, le lait et les viandes, a-t-il regretté lors de son intervention sur les ondes de la Radio nationale.

Dans la filière céréalière, l'atteinte de l'autosuffisance reste étroitement liée aux précipitations, si la saison actuelle s'annonce prometteuse grâce aux précipitations, le responsable insiste sur la nécessité de développer des solutions durables, notamment à travers «l'irrigation complémentaire et l'intégration de technologies modernes», a-t-il précisé.

Dans ce sens, il a alerté sur les effets du changement climatique, marqués par la baisse du niveau des nappes phréatiques et la raréfaction des chutes de neige ces dernières années. «Autant de facteurs qui imposent une transformation en profondeur des



Sous de bons auspices.

pratiques agricoles», a-t-il recommandé. L'agriculture n'est plus une activité traditionnelle, mais un secteur scientifique exigeant des compétences qualifiées, a-t-il poursuivi, avant d'appeler à l'implication de jeunes profils et d'ingénieurs capables d'intégrer les innovations technologiques, telles que l'utilisation de drones pour le traitement et le suivi des cultures.

S'agissant de la souveraineté alimentaire, M. Djeribia a mis en avant la maîtrise des semences locales, rappelant que l'Algérie n'a pas importé de semences de blé depuis plus de 30 ans. Il a également évoqué le projet de création d'une banque génétique pour renforcer l'autonomie nationale dans ce domaine stratégique. Concernant la mécanisation, il a indiqué que des efforts sont en cours pour moderniser les équipements agricoles. Selon lui, le secteur souffre encore d'un manque de main-d'œuvre qualifiée en mécanique agricole, ce qui engendre des pertes estimées à près de 30 % de la production,

en raison du déficit en moyens et en encadrement.

Sur la question des prix, il a estimé que les agriculteurs ne peuvent en être tenus pour responsables, leur rôle se limitant à la production. Les dysfonctionnements observés relèvent plutôt des circuits de distribution, expliquant l'écart entre l'abondance des produits sur le terrain et leur coût élevé sur les marchés.

Dans cette optique, il a plaidé pour une réorganisation du marché et un renforcement du rôle des coopératives agricoles, notamment en matière de commercialisation et de stockage. Un nouveau décret serait en préparation pour soutenir cette orientation.

Il a également appelé à développer les activités de transformation et d'exportation afin d'assurer des revenus stables aux agriculteurs, en particulier en période de surproduction, comme c'est le cas dans la filière des agrumes, qui a atteint des niveaux records grâce aux techniques de plantation intensive. L'Algérie dispose,

selon lui, d'un fort potentiel à l'export, notamment dans la filière des dattes, avec la variété «Deglet Nour» mondialement reconnue, ainsi que d'autres produits tels que l'abricot et la pomme de terre. Le principal défi demeure l'amélioration des circuits de commercialisation et l'accès aux marchés internationaux.

A ce propos, il a souligné l'extension des surfaces agricoles vers de nouvelles régions, notamment dans le Sud, ce qui renforce les capacités de production nationale. Cette dynamique nécessite toutefois un accompagnement renforcé, notamment en matière de stockage et de chaîne du froid, afin de garantir la stabilité du marché.

En outre, il a affirmé que l'objectif n'est pas d'atteindre une autosuffisance totale, mais bien une souveraineté alimentaire assurant l'indépendance de la décision nationale, appelant à poursuivre la modernisation du secteur à travers la science et la technologie.

Rim Boukhari

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Entre défis climatiques et ambition de souveraineté

Dans un contexte marqué par les changements climatiques et les bouleversements géopolitiques mondiaux, le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, Djeribia Ibrahim a mis en avant les efforts de l'État pour renforcer la résilience du secteur et atteindre une sécurité alimentaire durable.

Par Réda Hadi

S'exprimant sur les ondes de la radio nationale «Chaîne I», Djeribia Ibrahim a dressé un état des lieux approfondi du secteur agricole en Algérie. Il a en effet souligné que l'agriculture algérienne fait face à des défis structurels majeurs. Les perturbations climatiques, notamment la baisse des précipitations et la raréfaction des ressources hydriques, viennent s'ajouter aux tensions internationales qui influent sur les marchés alimentaires. Toutefois, l'intervenant a insisté sur le fait que ces contraintes ont conduit les pouvoirs publics à adopter une approche stratégique visant à moderniser et à renforcer les capacités de production nationales. Aujourd'hui, le secteur agricole s'impose comme un pilier essentiel de l'économie algérienne. Selon l'intervenant, il contribue à hauteur d'environ 15 % au produit intérieur brut, un chiffre qui traduit l'importance croissante de cette activité dans les politiques économiques du pays. Cette dynamique s'inscrit dans une volonté affirmée de réduire la dépendance aux importations et de consolider l'autonomie alimentaire. Dans ce cadre, des avancées significatives ont été enregistrées. L'Algérie couvre désormais près de 80 % des besoins nationaux en produits agricoles, alors qu'elle dépendait largement des marchés extérieurs par le passé. Toutefois, certaines filières stratégiques continuent de poser problème. C'est notamment le cas des céréales, du lait et des viandes, où les objectifs d'autosuffisance restent encore difficiles à atteindre. La filière céréalière illustre parfaitement cette réalité. Djeribia Ibrahim a expliqué que la production nationale demeure fortement tributaire des conditions climatiques, en par-

ticulier des précipitations. La campagne agricole en cours, marquée par un retour des pluies, laisse entrevoir des perspectives encourageantes. Néanmoins, il a appelé à dépasser cette dépendance en développant des solutions alternatives, notamment à travers l'irrigation complémentaire. L'enjeu est d'autant plus crucial que les ressources en eau subissent une pression croissante. La baisse du niveau des nappes phréatiques et la diminution des chutes de neige observées ces dernières années imposent une révision des pratiques agricoles. Pour y faire face, l'invité de la radio nationale a plaidé pour une transition vers une agriculture moderne et intelligente, reposant sur l'intégration des technologies avancées. Dans cette optique, il a mis en avant le rôle central des compétences humaines. L'agriculture, a-t-il insisté, n'est plus une activité traditionnelle, mais un domaine scientifique à part entière. Elle requiert l'implication de jeunes ingénieurs et de techniciens spécialisés capables de maîtriser les outils numériques et les innovations technologiques. L'utilisation de drones pour le suivi et le traitement des cultures constitue, à cet égard, un exemple concret des transformations en cours. Par ailleurs, la question des semences a été présentée comme un levier stratégique pour la souveraineté alimentaire. Djeribia Ibrahim a rappelé que l'Algérie n'a pas importé de semences de blé depuis plus de trois décennies, un acquis qu'il convient de préserver et de renforcer. Le développement d'une banque de gènes nationale figure parmi les projets prioritaires, avec pour objectif de garantir l'autonomie du pays dans ce domaine crucial. La modernisation du secteur passe égale-

ment par la mécanisation. L'État œuvre à la mise en place de programmes visant à renouveler et à améliorer les équipements agricoles. Toutefois, des insuffisances persistent, notamment en matière de main-d'œuvre qualifiée. Le manque de techniciens spécialisés en mécanique agricole entraîne des pertes estimées à près de 30 % de la production, un chiffre qui illustre l'ampleur des défis à relever. S'agissant des prix des produits agricoles, le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger a tenu à clarifier la responsabilité des différents acteurs. Selon lui, l'agriculteur se limite à la production et n'est pas à l'origine de la hausse des prix constatée sur les marchés. Celle-ci résulte plutôt de dysfonctionnements au niveau des circuits de distribution, où interviennent plusieurs intermédiaires. Face à cette situation, il a appelé à une réorganisation du marché, en mettant l'accent sur le rôle des coopératives agricoles. Ces structures, largement répandues dans les pays développés, pourraient contribuer à améliorer la commercialisation et le stockage des produits, tout en assurant une meilleure régulation des prix. Un nouveau cadre réglementaire serait d'ailleurs en cours d'élaboration pour accompagner cette démarche. En parallèle, Djeribia Ibrahim a insisté sur l'importance de développer les activités de transformation et d'exportation. Ces deux axes sont essentiels pour garantir des revenus stables aux agriculteurs, notamment en période de surproduction. Il a cité l'exemple de la filière des agrumes, qui a enregistré des niveaux records grâce à l'intensification des techniques de culture, mais qui nécessite des débouchés supplémentaires pour éviter les pertes.

AGRICULTURE

La souveraineté alimentaire à portée de main

IL EST PRIMORDIAL de poursuivre les réformes engagées et d'ancrer durablement l'agriculture algérienne dans l'ère de la modernité.

■ ALI AMZAL

Le secteur agricole algérien poursuit sa mue, porté par des ambitions renouvelées en matière de sécurité alimentaire. Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale, le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, Ibrahim Djeribia, a dressé un état des lieux à la fois encourageant et lucide d'un secteur en pleine transformation. Avec une contribution estimée à près de 15 % du produit intérieur brut, l'agriculture s'impose désormais comme un pilier stratégique de l'économie nationale. Mieux encore, elle assure aujourd'hui une couverture avoisinant 80 % des besoins alimentaires des citoyens, traduisant les efforts soutenus de l'État pour réduire la dépendance aux importations. À titre d'illustration, l'Algérie n'a pas importé de semences de blé depuis plus de trente ans, un indicateur fort des avancées réalisées dans certaines filières clés. Mais derrière ces performances, des défis persistants subsistent.

Les filières des céréales, du lait et des viandes continuent de faire face à des contraintes structurelles, freinant l'atteinte d'une autosuffisance complète. Plus préoccupant encore, près de 30 % de la production agricole serait perdue, faute de moyens adéquats et d'un encadrement suffisant. En cause :



80 % des besoins alimentaires des citoyens sont couverts.

un déficit en mécanisation et un manque de main-d'œuvre qualifiée, qui appellent à une accélération des programmes de modernisation et de formation spécialisée. Sur le plan de la production, la saison agricole en cours s'annonce prometteuse.

Les précipitations enregistrées ces derniers mois laissent entrevoir des récoltes satisfaisantes. Toutefois, cette amélioration reste étroitement liée aux aléas climatiques, notamment pour les céréales. Une dépendance que les autorités entendent réduire à travers le développement de l'irrigation

complémentaire et l'introduction de techniques agricoles modernes. Car le climat impose désormais ses propres règles. La raréfaction des ressources hydriques, la baisse des nappes phréatiques et la diminution des chutes de neige ces dernières années rappellent l'urgence d'adapter les pratiques agricoles. Face à ces mutations, le recours à une agriculture intelligente, fondée sur la science et la technologie, devient incontournable. Dans cette optique, l'utilisation de drones pour le suivi et le traitement des cultures illustre cette transition vers une agriculture de

précision, plus efficiente et plus résiliente. Parallèlement, certaines filières enregistrent déjà des performances remarquables.

La production d'agrumes, notamment, atteint des niveaux records grâce à l'intensification des techniques de plantation, ouvrant de nouvelles perspectives à l'export. Des produits emblématiques comme la datte "Deglet Nour", mais aussi l'abricot et la pomme de terre, disposent d'un fort potentiel de compétitivité sur les marchés internationaux. Un atout que les professionnels souhaitent mieux valoriser, à

condition de renforcer les chaînes de transformation et de logistique. Sur le front des prix, le président de la Chambre d'agriculture a tenu à lever toute ambiguïté : le fellah n'est pas responsable des fluctuations constatées sur les marchés. Entre le champ et l'étal, de nombreux intermédiaires interviennent, générant parfois des écarts significatifs entre l'abondance de la production et les prix à la consommation. D'où l'appel à une réorganisation en profondeur du marché, avec un rôle accru pour les coopératives agricoles, notamment en matière de stockage et de commercialisation. Un nouveau cadre réglementaire est d'ailleurs en préparation pour soutenir cette dynamique, en parallèle du développement des activités de transformation et d'exportation, garantes de revenus plus stables pour les agriculteurs. Enfin, l'extension des surfaces agricoles dans le sud du pays ouvre des perspectives considérables pour accroître la production nationale. Mais là encore, le défi logistique demeure, notamment en matière de capacités de stockage et de chaînes de froid. Au-delà de l'autosuffisance, l'objectif affiché est clair : atteindre la souveraineté alimentaire. Un cap ambitieux, mais à portée de main, à condition de poursuivre les réformes engagées et d'ancrer durablement l'agriculture algérienne dans l'ère de la modernité.

A.A.

AGRICULTURE

Une réelle volonté de moderniser le secteur

L'agriculture constitue aujourd'hui un pilier fondamental de l'économie algérienne. Longtemps confronté à de nombreuses contraintes structurelles et climatiques, ce secteur a connu ces dernières années une évolution notable, lui permettant de couvrir environ 75% des besoins alimentaires du pays. Une performance qui traduit les efforts soutenus de l'État, mais aussi l'engagement des agriculteurs dans une dynamique de modernisation et d'adaptation.

Invité hier dimanche sur la Chaîne 1 de la Radio nationale, le président de la Chambre d'agriculture de la wilaya d'Alger, M. Ibrahim Djeribia, est revenu en détail sur cette transformation progressive du secteur. D'emblée, il a tenu à rappeler l'importance stratégique de l'agriculture dans le développement national : «Le secteur agricole est très important», a-t-il affirmé, soulignant que l'Algérie, «a atteint une étape importante» dans son évolution agricole. Au-delà de son rôle nourricier, l'agriculture représente également un levier économique majeur. Selon M. Djeribia, elle contribue à hauteur de 15% du produit intérieur brut (PIB), ce qui témoigne de son poids considérable dans la structuration de l'économie nationale. Elle constitue également une source d'emplois essentielle, notamment dans les zones rurales. Ces dernières années, les politiques publiques ont permis d'enregistrer des avancées significatives. L'augmentation de la pro-

duction nationale et la réduction progressive des importations figurent parmi les résultats les plus visibles. Pour l'invité, ces progrès ne sont pas le fruit du hasard : «Il y a eu une réelle volonté de moderniser le secteur et d'accompagner les agriculteurs dans cette transition», a-t-il expliqué.

Cependant, cette dynamique positive s'inscrit dans un contexte mondial marqué par les effets du changement climatique. Sécheresse, irrégularité des précipitations et dégradation des sols représentent autant de défis auxquels l'Algérie doit faire face. Conscient de ces enjeux, le pays a mis en place des stratégies spécifiques pour préserver ses ressources agricoles et garantir la durabilité de la production.

Comme l'a souligné M. Djeribia : «Des programmes de recherche ont été lancés pour améliorer la résistance des cultures, notamment face à la sécheresse et à la salinisation

des sols.» Ces politiques reposent sur plusieurs axes structurants : la gestion rationnelle des ressources en eau, le développement de l'irrigation, l'intégration de technologies modernes et la valorisation des régions sahariennes à fort potentiel agricole. Ces initiatives traduisent une volonté d'adapter l'agriculture algérienne aux nouvelles réalités climatiques, tout en assurant sa pérennité.

Dans ce contexte parfois incertain, les récentes précipitations enregistrées à travers le pays apparaissent comme un signal particulièrement encourageant. M. Ibrahim Djeribia n'a pas manqué de souligner leur impact positif sur la campagne agricole en cours : «L'amélioration de la pluviométrie est une très bonne nouvelle, notamment pour les cultures céréalières qui dépendent fortement des conditions climatiques.» Ces pluies permettent en effet de reconstituer les réserves en eau, d'améliorer l'humidité des sols et d'espérer de meilleurs rendements agricoles.

Après plusieurs épisodes de sécheresse, ces précipitations représentent un véritable soulagement pour les agriculteurs, redonnant espoir à toute une filière. Au cœur de cette stratégie globale se trouve un objectif majeur : garantir la sécurité alimentaire du pays. L'invité a insisté sur l'ampleur du programme de développement agricole mis en place par l'État,

qu'il qualifie d'«ambitieux». «Il s'agit de renforcer notre production nationale et de réduire notre dépendance», a-t-il précisé.

Ce programme s'articule autour de plusieurs priorités comme le soutien direct aux agriculteurs, la modernisation des exploitations agricoles, l'augmentation des capacités de production et le développement de nouvelles zones agricoles, en particulier dans le Sud. Ces efforts traduisent une vision à long terme, orientée vers une plus grande autosuffisance alimentaire et une meilleure résilience face aux crises extérieures.

À travers son intervention, M. Ibrahim Djeribia dresse le portrait d'un secteur en pleine mutation, à la fois dynamique et confronté à des défis complexes.

Entre modernisation, adaptation climatique et ambitions de souveraineté, l'agriculture algérienne semble engagée sur une trajectoire prometteuse. «Nous avançons dans la bonne direction», conclut-il avec optimisme, tout en rappelant que la mobilisation de tous les acteurs reste essentielle pour consolider ces acquis. Dans un monde où la sécurité alimentaire devient un enjeu stratégique majeur, l'Algérie semble ainsi déterminée à faire de son agriculture un véritable moteur de développement durable.

Ilhem Tir

الأخبار الجهوية

Regional news

EL-TARF. EN PRÉVISION DE L'AÏD EL ADHA **Sept emplacements pour la vente de moutons de l'Aïd importés**

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf a déterminé 7 points de vente pour la commercialisation de moutons de l'Aïd importés, a-t-on appris, samedi, auprès de cette direction. Les emplacements désignés sont répartis à travers les daïras d'El Tarf, d'El Kala, de Bouhadjar, de Ben M'hidi, de Dréan, de Besbes et de Boutheldja, a précisé à l'APS le chef du service de la production et du soutien technique de la DSA, Adel Kasmallah. Soulignant que les espaces en question sont situés en dehors du tissu urbain, le même responsable a ajouté qu'un site de quarantaine destiné à accueillir le bétail importé a été mis en place au sein de l'unité de production agricole (UPA) dans la commune de Boutheldja qui peut abriter 3.500 têtes. Des commissions ont été installées à l'effet d'encadrer et de coordonner les opérations de transport, de regroupement, de distribution et de vente des bêtes importées, a ajouté la même source. De plus, dans le cadre du suivi sanitaire des moutons et de leur surveillance pendant les jours de quarantaine, des vétérinaires de la DSA ont été mobilisés pour vérifier la bonne santé des ovins avant leur mise en vente, a conclu M. Kasmallah.



TIARET

LES POINTS DE VENTE DE BÉTAIL IDENTIFIÉS

■ De notre correspondant :
SI MERABET NOUR EDDINE

Dans le cadre des préparatifs pour la fête de l'Aïd al-Adha, le secrétaire général de la wilaya, Rabah Merad Yeza, chargé de la gestion des affaires courantes de la wilaya, a effectué une visite de terrain d'inspection du site destiné à l'accueil et au rassemblement du bétail importé destiné à la wilaya, à l'unité agricole productive le moudjahid décédé Kaïd Ahmed à Tiaret, dans le cadre de la mise en œuvre du plan wilaya visant à prendre les dispositions préalables pour l'accueil du bétail importé, garantir sa disponibilité et améliorer les conditions de présentation aux citoyens.

Lors de cette visite, le secrétaire général de la wilaya était accompagné du président de l'Assemblée populaire de wilaya, Loukal Belkheira, ainsi que du directeur des services agricoles, de l'inspecteur vétérinaire de wilaya et du directeur de l'unité productive. Cette ferme constitue l'un des points principaux destinés à l'exposition et à la vente des moutons en raison des capacités logistiques et organisationnelles qu'elle offre pour faciliter l'achat des moutons par les citoyens.

Il convient de noter que 17 points de rassemblement pour le bétail importé



ont été établis au niveau de la wilaya, et que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour assurer le succès de cette opération nationale, qui s'inscrit dans les efforts des hautes autorités du pays pour fournir les moutons importés

de manière organisée et transparente à l'occasion de l'Aïd al-Adha, en accompagnant les citoyens et en mettant à leur disposition des ovins de qualité et accessibles à tous.

S. M. N.

OUM-EL-BOUAGHI

Sept points pour l'accueil des moutons de l'Aïd

À l'instar des autres régions du pays, la Direction des services agricoles (DSA) d'Oum-El-Bouaghi s'apprête activement à libérer des lieux appropriés pour recevoir et entretenir 10 500 têtes d'ovins destinées au sacrifice de l'Aïd-El-Adha.

Selon M. Chenna, directeur des services agricoles, cette stratégie répond aux orientations du président de la République qui entre dans un esprit de solidarité avec les citoyens pour accomplir le rite religieux de l'Aïd et contrecarrer la spéculation sur la vente de moutons. Selon notre interlocuteur, 7 points sont retenus pour recevoir, abriter, nourrir et entretenir ces bêtes. Il s'agit de Bir Chouhada, Oum-El-Bouaghi, Sigus, Aïn M'illa, Aïn Beïda, Meskiana, Ksar Sbihi et F'Kirina et dont les opérations seront chapeautées et supervisées par M. Benabdellah Chaibdor, wali d'Oum-El-Bouaghi. Par ailleurs, nous

apprenons que ces moutons seront logés au niveau des unités de production situées à Ksar Sbihi, Bir Chouhada et Sigus. L'abattoir régional de Aïn M'illa sera également prêt pour le jour du sacrifice.

En ce qui concerne la santé et la sécurité animale, M. Chenna nous confirme que toutes les dispositions sont prises pour garantir un suivi rigoureux sachant que pas moins de trois médecins vétérinaires seront continuellement présents au niveau des sept points d'accueil avec disponibilité des aliments contrôlés, de l'eau et des médicaments nécessaires. En outre, pour réussir cette opération et éviter



Photo : DR

les erreurs de la précédente, la DSA a pris toutes les précautions préventives notamment en installant une commission au niveau de la wilaya composée des directions de wilaya et qui aura comme tâche princi-

pale le suivi depuis l'arrivée des moutons jusqu'aux points de séjour puis aux point de vente. Par ailleurs, M. Chenna nous apprend que, pour cette deuxième opération, la vente au public se fera exclusivement

via une plateforme qui sera communiquée ultérieurement par le ministère de tutelle et dont les prix seront uniformes et plafonnés à cinquante mille (50 000) dinars.

Moussa Chtatha

RELIZANE

12 points de vente réquisitionnés pour la vente du bétail importé

Le nombre de points de vente communiqués par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Relizane s'élève actuellement à environ 12.

La DSA a précisé que «la distribution des moutons importés se fera selon des quotas établis en coordination avec les autorités locales, en tenant compte des besoins exprimés par la wilaya, notamment la densité de population». La direction agricole, à travers son inspection vétérinaire, a affecté entre cinq et huit employés qualifiés à chaque point de vente, en plus de la sécurisation de ces sites en coordination avec les autorités locales, qui ont également mobilisé des agents de sécurité pour garantir le bon déroulement de l'opération. En effet, plus de 17 150 moutons vivants en provenance de Roumanie ont été débarqués il y a quelques jours au port d'Oran.

Ce renforcement de l'offre vise à garantir la disponibilité des ovins dans toute la région, en amont de la fête, et à contenir les spéculations sur les prix. Les autorités appellent les citoyens à se rendre directement sur les lieux de vente sans nécessiter de réservation préalable. Elles rappellent également que toutes les mesures sanitaires et organisationnelles ont été prises pour assurer le bon déroulement de l'opération dans le respect des normes en vigueur.

Cette initiative s'inscrit dans la continuité des efforts visant à réguler le marché de l'Aïd et à lutter contre les pratiques spéculatives observées ces dernières années, notamment en période de forte demande.

A rappeler que le prix de l'agneau importé a été fixé à 50 000 dinars. Ce tarif uniforme, décidé par les autorités, permet aux citoyens d'acquérir une bête à un coût encadré, tout en assurant une certaine qualité sanitaire et alimentaire.

A. Rahmane

المساهمات Contributions

L'ALGÉRIE MÈNE UNE RÉVOLUTION AGRICOLE DANS LA RÉGION SUD DU PAYS

Le Sahara, futur grenier de l'Afrique

CETTE PARTIE du territoire national recèle d'importantes ressources et potentialités à même de répondre à la fois aux besoins propres des localités, en matière d'opportunités d'emplois et de besoins alimentaires des populations et de jouer un rôle important dans l'amélioration de la sécurité alimentaire de toute la nation.

■ BADREDDINE KHRIS

Il y a quelques années, l'Algérie arrivait à stopper l'avancée du désert vers le nord du pays grâce à des campagnes de reboisement freinant ainsi ce phénomène inexorable de désertification. Aujourd'hui, notre pays part à la conquête de cette vaste partie aride de son territoire, pour y mener sa révolution agricole dans le but d'arracher son indépendance vis-à-vis de l'étranger et recouvrer sa souveraineté alimentaire. L'Algérie a réussi à transformer son désert, aux rudes conditions climatiques, en un véritable grenier en mesure d'approvisionner le nord, voire toutes les régions en produits agricoles divers. Mieux, l'ambition est clairement affichée pour s'imposer sur le marché africain. Le Sahara représente plus de 85 % du territoire national et devient ainsi un pôle agricole par excellence à la faveur de l'exploitation des nappes souterraines profondes et son énergie solaire. C'est précisément dans cette partie sud que les autorités ont décidé de développer l'agriculture intensive et lancer des mégaprojets les plus massifs. L'ancien grenier de l'Europe, réputation dont jouissait jadis l'Algérie, se reconstitue de nouveau, se renforce encore plus et veut retrouver son lustre d'antan.

L'agriculture saharienne est en passe de devenir un hub



Le Sahara devient un pôle agricole par excellence.

stratégique pour la sécurité alimentaire du pays. Dans quelques années, l'on s'attend à la naissance d'une nouvelle puissance économique en plein centre du désert. Les autorités ont commencé par transformer les contraintes qui constituaient auparavant un sérieux handicap en atouts stratégiques majeurs. Le rêve de mettre en valeur un million d'hectares dans cette région, dédiée à l'alimentation du pays, à la stabilité des prix et la réduction de la dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger de longues décennies durant, commence petit à petit à se réaliser. Il est toutefois, plus raisonnable d'utiliser des méthodes qui, à la fois, garantissent cette produc-

tion agricole primordiale pour la sécurité alimentaire du pays et préservent ses ressources naturelles. Le choix du Sahara n'est pas fortuit. «Des millions d'hectares sont en effet, disponibles, une luminosité exceptionnelle, un potentiel de mécanisation énorme et surtout la possibilité d'y appliquer une agriculture moderne sans les contraintes des zones urbaines du nord», affirment les «bâtisseurs du futur» dans un reportage consacré à ce sujet sur leur chaîne Youtube. Tout commence par la maîtrise de l'eau grâce à des systèmes d'irrigation rationnels, calibrés de sorte à réduire la consommation de 40 à 60 % tout en augmentant les rendements. Les

autorités ont jugé impératif d'introduire de nouvelles technologies tout en faisant appel à la recherche scientifique. Elles ont opté pour une agriculture industrielle mécanisée, numérique en recourant à l'utilisation des drones, une cartographie en temps réel via satellite, des capteurs d'humidité...C'est dire que l'Algérie est entrée de plain-pied dans la gestion scientifique de son agriculture. Outre les investisseurs publics, privés et mixtes, des groupes étrangers spécialisés dans les grandes cultures semi-arides ont également pris part à ce projet stratégique. L'on peut citer le mégaprojet de ferme laitière de la société qatarie dans la wilaya d'Adrar, de production

céréalière et de légumineuse à Timimoun avec les italiens... Au cours de la dernière décennie la superficie agricole irriguée (SAI) au niveau du Sahara a connu, indiquent des statistiques du ministère de l'Agriculture, une extension de plus de 106 000 ha. Ainsi, elle s'élève actuellement à 355 911 ha ce qui représente 30% de l'ensemble de la SAI nationale. Les potentialités en ressources naturelles du sud du pays demeurent importantes. En sols, le potentiel apte à une mise en valeur t de 1.4 millions. En eau, les potentialités exploitables sont estimées par le modèle numérique du Système Aquifère Sahara Septentrionale (SASS) à 6,1 milliards de m3 à l'horizon 2050. De par sa situation géographique, l'Algérie dispose d'un des gisements solaire les plus élevés au monde. La durée d'ensoleillement sur la quasi-totalité du territoire national dépasse les 2 000 heures annuellement et peut atteindre les 3 900 heures au niveau des Hauts- Plateaux et du Sahara.

Une chose est certaine, les régions du Sahara recèlent d'importantes ressources et potentialités à même de répondre à la fois aux besoins propres des localités, en matière d'opportunités d'emplois et de besoins alimentaires des populations et de jouer un rôle important dans l'amélioration de la sécurité alimentaire de toute la nation. **B.K**

Dr MOKRANE NOUAD, CONSULTANT ET EXPERT AGRONOME, À L'EXPRESSION

«L'avenir de l'agriculture saharienne est prometteur»

Dans cet entretien, le Docteur Mokrane Nouad a affirmé que la réussite de ce projet stratégique exige une «gouvernance claire et stable, une gestion intelligente de l'eau, une énergie abondante et bon marché, une agriculture industrielle maîtrisée, des infrastructures lourdes, une intégration agro-industrielle, des compétences humaines qualifiées et un financement conséquent». Tout cela doit être adossé, selon lui, à une «approche écologique durable» et une sélection rigoureuse des projets».

L'Expression : Les autorités algériennes ont jeté leur dévolu sur le Sahara pour la mise en oeuvre de la politique agricole visant la souveraineté alimentaire du pays.

Quelles sont les potentialités que recèle cette région pour qu'elle abrite un tel objectif stratégique d'envergure ?

Docteur Mokrane Nouad : Le choix du Sahara algérien pour porter une stratégie de souveraineté alimentaire est pris suite aux différentes contraintes rencontrées dans les zones d'agriculture conventionnelle, notamment celles relatives au foncier et à la ressource hydrique qui sont disponibles dans les zones sahariennes. Cette orientation est portée par un ensemble de potentialités naturelles dont dispose cette région. Le Sahara bénéficie, en effet, de l'un des taux d'ensoleillement les plus élevés au monde soit plus de 3 000 heures par an.



Des ressources en eau souterraine gigantesques peuvent être exploitées également pour des projets agricoles à grande échelle. À cela, il y a lieu d'ajouter, les vastes terres disponibles, les rendements souvent supérieurs au nord ainsi que des conditions idéales pour le développement d'une agriculture industrielle.

Quelles sont, selon vous, les conditions idoines pour que cet objectif soit réalisable ?

Pour que l'objectif soit réalisable et pérenne, il ne suffit pas d'exploiter uniquement les atouts natu-

rels mais avec des préalables remplissant un ensemble de conditions structurelles, techniques et économiques. Les conditions idoines indispensables sont liées à une gouvernance claire et stable, une gestion intelligente de l'eau, une énergie abondante et bon marché, une agriculture industrielle maîtrisée, des infrastructures lourdes, une intégration agro-industrielle, des compétences humaines qualifiées et un financement conséquent. Tout cela doit être adossé à une approche écologique durable et une sélection rigoureuse des projets.

Sommes-nous en mesure de dire que, désormais, le rêve de mettre en valeur un million d'hectares dans cette région, destinés à nourrir le pays, stabiliser les prix et réduire une dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger, commence petit à petit à se réaliser ?

Le projet du million d'hectares sahariens est engagé et partiellement visible sur le terrain. Certaines filières avancent (légumes, dattes, pomme de terre) d'autres restent critiques : blé, maïs et lait en poudre. Oui, le rêve commence à se réaliser mais il n'est pas encore sécurisé ni irréversible. On est dans une phase transitoire d'un passage du rêve à un système durable avec un écosystème agricole performant et intégré. La trajectoire est engagée, les premiers résultats existent, mais parler d'un succès déjà assuré serait prématuré. L'impact est déjà perceptible sur le marché inté-

rieur avec une meilleure disponibilité de certains produits et une atténuation des pénuries saisonnières.

Comment entrevoyez-vous l'avenir de l'agriculture saharienne ? Quelles sont les perspectives de la mise en oeuvre de cette stratégie agricole au sud du pays ?

L'avenir de l'agriculture saharienne en Algérie est prometteur et capable de transformer en profondeur le système alimentaire du pays. Le Sahara va devenir le principal moteur de croissance agricole en Algérie avec une montée en puissance des surfaces irriguées, une intensification des investissements publics et privés et les grandes exploitations vont se multiplier. Pour les perspectives de la mise en oeuvre de cette stratégie, l'on doit s'attendre à une spécialisation progressive pour produire intelligemment avec des cultures irriguées à haut rendement et du maraîchage hors saison. L'on doit atteindre également, l'objectif d'une agriculture technique, ciblée et rentable basée sur l'émergence de pôles intégrés.

Une agriculture de plus en plus technologique avec une généralisation des pivots intelligents. Une agriculture de précision (capteurs, IA) et optimisation des intrants. Il est en outre, impératif de réussir la transformation logistique et industrielle avec un développement de corridors logistiques Nord-Sud.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR **B.K**

الأسواق و الاقتصاد الزراعي

Markets and Agricultural Economy



04 avril 2026 08:56 Djamel Belaid

Dans le désert algérien, la méga-ferme Baladna sort de terre

À Adrar, dans le Sahara algérien, la ferme géante Baladna Algérie prend forme. La première phase de ce projet de 3,5 milliards de dollars a été lancée en 2025.

Le projet de construction de la [ferme laitière géante Baladna](#) progresse à Adrar, dans le Sud de l'Algérie. Selon une vidéo de l'ambassade du Qatar, la réalisation du gros œuvre est lancée.

Sur des centaines de mètres, des engins de chantier égalisent le terrain où d'autres creusent ensuite les fondations des immenses étables qui devraient abriter des dizaines de milliers d'animaux.

D'autres engins s'affairent à préparer le terrain où devraient être édifiés les futurs bâtiments, les hangars destinés à stocker les fourrages et autres aliments concentrés nécessaires aux animaux.

La ferme géante Baladna Algérie prend forme

D'autres bâtiments devraient servir à la laiterie où sera stocké et conditionné le lait, dont une grande partie devrait être transformée en poudre. Déjà, des structures métalliques se dressent. Les armatures en acier dessinent la forme de hangars qui n'attendent plus que leur couverture.

Des équipes d'ingénieurs et de travailleurs se concertent autour de cartes où sont dessinés les ouvrages qui sortent progressivement de terre.

Il s'agit non seulement de coordonner plusieurs corps de métiers, dont des hydrauliciens, électriciens ou agronomes, mais également plusieurs entreprises, dont l'Allemand GEA pour la partie collecte du lait et son conditionnement ou l'Américain Valmont concernant l'installation des rampes pivots, et cela, sans oublier les entreprises algériennes.

C'est la Sonelgaz qui se charge, en effet, de la mise à disposition de l'énergie nécessaire à ce gigantesque complexe.

Vue du ciel, les divers chantiers s'étendent sur plusieurs centaines de mètres et ressemblent à une fourmilière.

Une base de vie est visible avec des dizaines de cabines sahariennes alignées destinées à héberger le personnel et à recevoir les bureaux des équipes d'ingénieurs. Ces cabines sont si nombreuses qu'elles sont disposées de telle façon qu'elles forment différents quartiers à l'image de ceux d'une petite ville.

À proximité de la base principale, la réalisation de forages profonds se poursuit. Une fois relevées de la remorque qui les transporte, les tours de forage sont dressées, permettant aux outils de forage de roche de démarrer leur patient travail.

Et déjà au niveau des premiers champs circulaires irrigués par des rampes-pivots, les cultures en cours devraient fournir d'ici quelques semaines leur première récolte.

Produire 50 % des besoins de l'Algérie en poudre de lait

Une partie de l'immense chantier est consacrée à l'hydraulique. Des centaines de canalisations y sont entreposées, elles devraient permettre de réaliser un immense réseau permettant de faire circuler l'eau des différents forages vers les champs circulaires.

Les premiers champs mis en culture présentent des surfaces impressionnantes de 50 hectares. De quoi envisager de nourrir le premier module des 5 modules devant constituer cette méga laiterie.

Ces images ont été diffusées jeudi 2 avril au lendemain d'une [rencontre](#) entre le ministre de l'Agriculture Yacine Oualid avec des dirigeants de Baladna et l'ambassadeur du Qatar à Alger.

Lors de cette rencontre, le ministre a fait le point sur l'avancement de la première phase de ce projet qui a été lancée en 2025 pour un investissement de 550 millions de dollars sur un montant global de 3,5 milliards de dollars.

En partenariat avec le FNI, le projet de Baladna en Algérie prévoit la construction d'une ferme géante de 270.000 vaches à Adrar pour produire plus de 50 % des besoins de l'Algérie en poudre de lait.

Lien permanent : <https://tsadz.co/7tvbs>



DJAZAGRO 2026
DU 12 AU 15 AVRIL
**L'AGRO-
ALIMENTAIRE
TIENT SON SALON**

■ SAMIA BOULAHILIB



À la veille de son ouverture, Djazagro 2026 s'impose déjà comme un moment structurant pour l'industrie agroalimentaire nationale, au cœur des enjeux de souveraineté alimentaire et de diversification économique. Véritable baromètre du secteur, le Salon prévu du 12 au 15 avril à Alger, cristallise les attentes des opérateurs économiques et des décideurs publics engagés dans la consolidation d'un modèle productif plus résilient et compétitif. Dans cette dynamique, les organisateurs donnent le coup d'envoi de la séquence médiatique à travers une conférence de presse prévue le 8 avril à l'Hôtel Lamaraz, réunissant journalistes, professionnels et partenaires autour des grandes orientations de cette édition. Cette rencontre permettra de mettre en lumière les temps forts du salon, les innovations attendues ainsi que l'ampleur de la participation nationale et internationale, dans un contexte marqué par la modernisation des chaînes de production et la montée en puissance de l'agro-industrie. Salon de référence en Algérie, Djazagro s'impose, au fil des éditions, comme un carrefour incontournable pour les acteurs de la transformation agroalimentaire, des équipements industriels, du conditionnement, mais aussi de la boulangerie-pâtisserie et des produits alimentaires. L'événement constitue une plateforme d'échanges privilégiée entre industriels, fournisseurs de solutions technologiques et décideurs publics. L'édition 2026 intervient dans un contexte où l'Algérie intensifie ses efforts pour renforcer sa production locale, améliorer la qualité des produits et développer les exportations hors hydrocarbures. À ce titre, Djazagro devrait mettre en lumière les innovations capables d'accompagner cette mutation, notamment en matière de digitalisation des procédés, d'optimisation énergétique et de valorisation des ressources agricoles. La conférence de presse du 8 avril sera ainsi l'occasion de préciser les ambitions de cette édition et de mesurer l'intérêt croissant suscité par ce rendez-vous annuel, qui s'inscrit désormais comme un levier de structuration et de compétitivité pour toute la filière agroalimentaire. L'édition 2025 de Djazagro s'est imposée comme un véritable baromètre de la dynamique agroalimentaire nationale, réunissant à la Safex des opérateurs issus de 36 pays. Dans un contexte marqué par les réformes économiques et la nouvelle loi sur l'investissement, le salon a confirmé l'attractivité du marché algérien, suscitant un intérêt soutenu de partenaires européens et internationaux désireux de renforcer leur ancrage local. Cette convergence entre ambitions étrangères et volonté nationale de promouvoir le produit algérien a donné lieu à une intensification des échanges et à l'émergence de partenariats structurants. Les exposants locaux ont mis en avant des success stories illustrant la montée en gamme de la production nationale, portée par l'innovation, la diversification et l'amélioration des procédés industriels, dans une logique de substitution aux importations et de conquête de nouveaux marchés.

S. B.

الغابات والتنمية الريفية

Forests and rural development

SAÏDA. CONSERVATION DES FORÊTS

Ouverture et aménagement de 59 km de pistes forestières

Le lancement des travaux d'ouverture et d'aménagement de 59 km de pistes forestières à travers plusieurs zones de la wilaya de Saïda est prévu au début du deuxième trimestre de l'année en cours, dans le but de préserver le patrimoine forestier, a-t-on appris, dimanche, auprès de la Conservation des forêts. Cette opération porte sur l'ouverture et l'aménagement de 38 km de nouvelles pistes forestières dans les zones de Hassi Maïouf (com-

mune d'El Hassasna), Djebel Fetan (commune de Sidi Amar) et Djebel Smir (commune de Hount), en plus de la réhabilitation de 21 km de pistes forestières dans ces mêmes communes.

Cette initiative permettra de faciliter l'intervention des équipes de lutte contre les incendies de forêt en milieu forestier, tout en soutenant l'exploitation des produits forestiers et en désenclavant les populations riveraines de ces zones, selon la même source.

Une enveloppe financière de plus de 80 millions de dinars a été allouée à la concrétisation de ce projet, inscrit dans le cadre du programme sectoriel et placé sous la supervision de la Conservation des forêts. Pour rappel, la Conservation des forêts avait réalisé, durant l'année écoulée, l'ouverture et l'aménagement de 50 km de pistes forestières à travers plusieurs zones de la wilaya, qui dispose d'un couvert forestier estimé à environ 160.000 hectares.

AÏN-TÉMOUCHENT.

REBOISEMENT

Plantation de 200.000 arbustes dans les zones forestières

Environ 200.000 arbustes ont été plantés à Aïn Temouchent, dans le cadre de la campagne de reboisement pour la saison en cours 2025/2026, a indiqué, samedi, le Conservateur des forêts de la wilaya, Tayeb Ammari. L'opération de plantation des 200.000 arbustes, lancée en octobre dernier et qui s'est poursuivie jusqu'à la fin mars dernier sous le slogan : "Verte, par la volonté de Dieu", a été menée sur une superficie de 200 hectares au niveau des espaces forestiers de la wilaya, a précisé le responsable. Elle a été réalisée en coordination avec différents partenaires du secteur, et avec la participation de plusieurs associations locales activant sur le terrain et des clubs verts de divers établissements scolaires, a ajouté le Conservateur des forêts. La campagne de reboisement de la saison en cours a également porté sur l'entretien de 100 hectares de superficies forestières et la réhabilitation de 100 autres hectares de la ceinture forestière endommagée, selon la même source. M. Ammari s'est, par ailleurs, félicité du retour "perceptible" du couvert végétal à travers l'ensemble des zones forestières de la wilaya, grâce aux récentes précipitations, qui contribuent à assurer une croissance naturelle des arbres et à étendre la ceinture verte dans les différents sites périurbains et forestiers concernés par ces campagnes de reboisement.

الفلاحة و الإقتصاد في العالم

Agrobusiness in the world



Ali Idir | 05 avril 2026 16:46

Économie algérienne : pourquoi la BAD la classe parmi les plus solides d'Afrique

La Banque africaine de développement (BAD) classe l'Algérie parmi les économies les plus solides d'Afrique. Voici les raisons.

Nouvelle appréciation positive émanant d'une institution internationale. Dans son dernier rapport, la Banque africaine de développement (BAD) a salué les performances de l'économie algérienne qu'elle a classée parmi les économies les plus solides du continent.

En 2025, le continent africain a enregistré une croissance moyenne de 4,2%, contre 3,5% en 2024, malgré un contexte mondial difficile, indique la BAD dans son rapport intitulé "Performances et perspectives macroéconomiques de l'Afrique-2026". Les perspectives à moyen terme restent aussi positives, avec un taux de croissance prévisionnel estimé à 4,3% en 2026 et 4,5% en 2027.

L'économie africaine a été marquée pendant la même année par le recul de l'inflation et le rebondissement des investissements étrangers et des transferts de fonds, signale le rapport.

Economie algérienne : les prévisions de la BAD

La croissance économique appréciable du continent est portée par 22 pays qui ont enregistré un taux de plus de 5%.

L'économie algérienne a enregistré en 2025 un taux inférieur à ce seuil, avec une croissance de 3,3%, mais elle est classée dans la catégorie des économies africaines solides, avec notamment de meilleures perspectives.

Pour l'année en cours, la BAD prévoit un taux de croissance de 3,9% pour l'économie algérienne. En 2027, ce taux devrait passer à 4%, estime la banque africaine qui souligne que la croissance algérienne est soutenue par les dépenses publiques, les investissements pétroliers et la consommation des ménages.

« En Algérie, les investissements pour moderniser et accroître la production dans les champs de gaz, les dépenses publiques importantes pour améliorer l'infrastructure sociale et l'augmentation des dépenses de consommation des ménages devraient stimuler l'activité économique, d'un taux estimé à 3,3% en 2025 à une projection de 3,9% en 2026 », écrit la BAD dont son rapport consulté par TSA.

La BAD prévoit en outre une inflation moyenne de 2,8% en Algérie en 2026-2027, soit une nette amélioration par rapport aux niveaux de ces dernières années.

Des réserves de change élevées

Autre indicateur solide de l'économie algérienne, celui des réserves de change élevées qui dépassent de loin la moyenne du continent et de la région nord-africaine. "L'Afrique du Nord est restée la région avec les réserves les plus élevées en 2025, avec 7,3 mois d'importations, malgré une baisse de 8,2% par rapport à 2024, principalement grâce à la solide position de réserve de l'Algérie qui détient 15,8 mois d'importations", lit-on dans le rapport de la Banque africaine de développement.

Malgré ces belles performances, l'économie algérienne prévoit néanmoins un déficit de la balance des comptes courants de -2,9% du PIB en moyenne pour 2026-2027.

Aussi, le déficit budgétaire de l'Algérie s'est élevé à 14,4% en 2025 et il devrait atteindre 14,5% en 2026 avant de reculer à 14,0% en 2027. Les implications des déficits budgétaires relativement importants pourraient être un alourdissement du niveau d'endettement de l'Algérie, met en garde la BAD.

Dans son rapport, la banque souligne que malgré ces évolutions positives des économies africaines, la croissance reste "exposée à de sérieux risques de détérioration". Elle cite le surendettement persistant, les conflits géopolitiques, les chocs climatiques et le regain de la volatilité financière mondiale, entre autres facteurs qui pourraient "compromettre les gains récents".

Le rapport pointe également le fardeau du service de la dette qui continue de "restreindre la marge de manœuvre politique", ainsi que l'inflation qui, même si elle est en baisse, "continue d'éroder le pouvoir d'achat de millions de ménages".

Les tensions géopolitiques et la fragmentation du commerce font pour leur part peser des risques sur les performances à l'exportation, les flux d'investissement et la stabilité régionale, lit-on.

Pour soutenir la croissance future, la BAD appelle les gouvernements du continent à renforcer les marchés financiers locaux, à soutenir la numérisation fiscale et à mobiliser des ressources intérieures supplémentaires.

Lien permanent : <https://tsadz.co/7vdop>



06 avril 2026 05:38

Mali : un budget de 289 millions \$ pour la campagne agricole de 2026/2027 (+2 %)

(Agence Ecofin) - Au Mali, le secteur agricole contribue à hauteur de 33 % au PIB. L'appui du gouvernement pour accompagner les agriculteurs durant chaque nouvelle campagne agricole est déterminant pour la réalisation des objectifs de production et la résilience du secteur face aux défis climatiques et agronomiques.

164,4 milliards de francs CFA. C'est le budget prévisionnel alloué par le gouvernement en soutien à la campagne agricole 2026/2027. L'annonce a été faite au cours de la 16^{ème} session du Comité Exécutif National de l'Agriculture (CENA), qui s'est tenue le 2 avril dernier à Bamako.

Cette enveloppe est en hausse de 2 % par rapport au budget dédié à la campagne précédente. Selon les autorités, cet appui permettra de soutenir les efforts de production agricole des filières stratégiques pour la sécurité alimentaire et l'économie.

Une relance attendue de la filière coton

Deuxième produit d'exportation du Mali après l'or, le coton pèse lourd dans la balance commerciale malienne. Pour le compte de la campagne de 2026/2027, Bamako espère porter sa production de coton graine à 598 500 tonnes. Cette projection, si elle se réalise, signerait une croissance de près de 38 % par rapport à la campagne précédente (433 700 tonnes).

Si les détails concernant l'appui destiné à cette filière ne sont pas connus, on sait que la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) a annoncé en mars dernier son intention d'augmenter la superficie consacrée à la culture de la fibre de 50 % pour la porter à 630 000 hectares. Cet objectif implique une augmentation des volumes d'intrants (engrais, pesticides et insecticides) généralement subventionnés par le gouvernement.

Selon les informations relayées par les médias locaux, les attaques d'insectes ravageurs constituent le principal défi qui inquiète les producteurs. « *L'aide dont nous avons le plus besoin actuellement est celle qui permettra de protéger nos cultures. Si les dégâts enregistrés les années précédentes se répètent, ce sera un coup dur pour la filière coton* », rapporte par exemple le média local Studio Tamani le 3 avril dernier citant Sékou Coulibaly, cotonculteur dans la commune de Ngoutjina.

Au Mali, comme dans la majorité des pays producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest, le principal ravageur des champs de coton au cours des dernières années est le jasside (insecte parasite du coton).

Quoi qu'il en soit, la progression attendue de la production cotonnière au cours de la campagne 2026/2027 pourrait marquer un tournant pour la filière malienne. Dans le pays la production de coton graine a, en effet évolué en dents de scie sur les cinq dernières campagnes. Depuis le pic de production de 777 000 tonnes atteintes en 2021/2022, la filière n'est plus jamais parvenue à franchir la barre des 700 000 tonnes. Cette irrégularité lui a déjà coûté sa place de leader africain de l'offre au détriment du Bénin à plusieurs reprises, dont la dernière qui remonte à la campagne 2025/2026.

Une hausse attendue de 4 % de la production céréalière

La céréaliculture constitue également une priorité pour les pouvoirs publics en raison de son rôle stratégique pour la sécurité alimentaire. Comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, les céréales cultivées localement constituent la base de l'alimentation des populations. Pour le compte de la campagne agricole 2026/2027, Bamako anticipe une croissance de 4 % de la récolte d'une année sur l'autre pour atteindre 11,91 millions de tonnes.

Au Mali, le maïs est la principale céréale cultivée, comptant pour environ 40 % de la production céréalière, suivi du riz, du mil et du sorgho, d'après les données de la FAO. Les prochains développements permettront de savoir comment le budget sera réparti entre les filières céréalières ainsi que d'autres sous-secteurs agricoles moins stratégiques, mais tout aussi importants que le coton et les céréales.

Stéphanas Assocle

Édité par Wilfried ASSOGBA

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

BLÉ

La production mondiale attendue à 839 millions de tonnes en 2026

La production mondiale de blé devrait atteindre 839 millions de tonnes en 2026, contre 798,2 millions de tonnes lors de la campagne 2024-2025, selon un rapport de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) consacré aux céréales.

Dans ce document, la FAO indique que ses prévisions restent globalement stables par rapport au mois précédent, la majorité des cultures mondiales étant déjà en terre et devant être récoltées dans les mois à venir. Dans l'Union européenne, la production de blé est attendue à 137 millions de tonnes, en légère baisse, en raison d'un recul des semis d'hiver et d'un retour des rendements vers des niveaux moyens, malgré des conditions météorologiques jugées globalement favorables. Au Royaume-Uni, la récolte devrait dépasser 13 millions de tonnes, soutenue par une hausse des superficies semencées et une amélioration des rendements.

Aux Etats-Unis, la production devrait reculer à 51 millions de tonnes, sous l'effet d'une réduction des superficies cultivées et de rendements légèrement en baisse, dans un contexte de sécheresse accrue. Au Canada, la production est attendue à 35 millions de tonnes, soit un niveau proche de celui enregistré l'année précédente. En Inde, la production pourrait atteindre un niveau record de 120 millions de tonnes, portée par des conditions météorologiques fa-

vorables. En Chine et au Pakistan, les perspectives demeurent inchangées, avec des productions légèrement supérieures aux moyennes quinquennales.

En Turquie, les précipitations hivernales et la couverture neigeuse ont favorisé le développement des cultures, laissant entrevoir de bonnes perspectives de rendement.

En Afrique du Nord, le retour de conditions pluviométriques plus favorables, après deux années de déficit, devrait soutenir un rebond de la production de blé en 2026.

Plus largement, la production mondiale de céréales, incluant le blé, les céréales secondaires et le riz, devrait atteindre 3,036 milliards de tonnes durant la campagne 2025-2026, soit une hausse de 5,8% par rapport à la campagne précédente.

La consommation mondiale de céréales en 2026 devrait, quant à elle, s'établir à 2,945 milliards de tonnes, en progression de 2,4% sur un an.

S'agissant des stocks mondiaux de céréales à la clôture des campagnes, ils devraient atteindre un niveau record de 951,5 millions de tonnes, soit une hausse de 9,2% par rapport à l'année précédente.

APS